

Note d'information

Audits et inspections à distance aux fins du respect des règles SPS: Une approche du XXI^e siècle pour un commerce sûr



Innovations pour favoriser un commerce sûr: audit et inspection à distance

Traditionnellement, les inspections et les audits visant les exportations de produits agroalimentaires nécessitaient des visites sur place. Cependant, la pandémie de COVID-19 a donné lieu à des pratiques innovantes, y compris les audits et inspections à distance pour assurer le respect des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Ces méthodes ont évolué depuis 2020, permettant des économies, des gains d'efficacité et une baisse des coûts du commerce, en particulier au profit des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Les pratiques à distance optimisent l'utilisation des ressources, améliorent le respect des règles et favorisent la collaboration entre gouvernements et branches de production. L'usage croissant des technologies de l'information et de la communication (TIC) rend possible la tenue de réunions et d'inspections virtuelles, qui sont particulièrement utiles dans les régions éloignées, comme les petits États insulaires en développement (PEID). En outre, ces pratiques contribuent à réduire l'empreinte carbone des contrôles SPS et réduisent les coûts pour les exportateurs qui financent traditionnellement les voyages des inspecteurs.

“ **Exploiter les technologies d’audit et d’inspection à distance a le potentiel d’améliorer considérablement l’efficacité, la transparence et la surveillance de la conformité.**

Pham Quang Minh, Département de la communauté économique de l'ASEAN.



Normes internationales, audit et inspection à distance

En 2023, la Commission du Codex Alimentarius a introduit des directives (CXG 102-2023) pour intégrer les pratiques à distance dans les cadres réglementaires. Ces directives encouragent les audits à distance en tant qu'outils facultatifs pour améliorer l'efficacité et l'efficacité lorsque les conditions appropriées sont réunies. De même, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) est en train d'élaborer des orientations sur les audits à distance. L'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) fait également référence aux audits et aux inspections dans ses codes, mais elle n'a pas encore abordé directement les pratiques à distance.

Audit ou inspection

Les termes “audit” et “inspection” sont utilisés de manière interchangeable, mais leurs rôles diffèrent. Les audits, internes ou externes, évaluent les données antérieures pour déterminer la conformité, tandis que les inspections vérifient les conditions actuelles. Les inspections sont effectuées par du personnel autorisé dans le cadre d'obligations légales et peuvent avoir lieu sans préavis. Par opposition, les audits sont généralement prévus à l'avance.

POINTS DE VUE DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION ET DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE SUR LE COÛT ET LES AVANTAGES DES AUDITS À DISTANCE

PPG du STDF: Pratiques d'inspection à distance en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour l'amélioration du commerce

Une enquête réalisée par l'ONUDI en 2022 dans le cadre d'un [don pour l'élaboration de projets du STDF](#) a recueilli les contributions de 200 participants du monde entier. Si les audits à distance se sont révélés utiles pendant la pandémie de COVID-19, la plupart des parties prenantes étaient favorables à une approche hybride associant les pratiques à distance et sur place.

“ *La pandémie nous a contraints à réfléchir différemment pour garder le contrôle de nos programmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires.*

Répondant anonyme à l'enquête¹

Les répondants ont souligné la nécessité de tenir compte des risques, comme les particularités du secteur alimentaire ou des produits exportés, lors du choix des méthodes à distance. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Recherches de l'OCDE sur l'avenir des audits à distance en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires

Les recherches menées par l'OCDE en 2022 ont exploré les avantages et les limites des audits à distance. Parmi les principaux avantages, on peut citer les économies, la réduction des émissions et les possibilités accrues en matière de formation. Parmi les difficultés figurent les problèmes de connectivité Internet, le manque d'éléments de preuve collectés et la réduction des relations interpersonnelles. La plupart des parties prenantes trouvaient les audits à distance moins efficaces que les visites sur place, en particulier pour les évaluations réglementaires ou l'évaluation physique des établissements. L'étude a souligné l'importance d'harmoniser la terminologie et d'élaborer des lignes directrices pratiques pour les audits à distance. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

“ *Les audits à distance deviennent un outil parmi d'autres et l'industrie ouvre la voie en termes de choix, d'adoption et d'investissement.* Jo Grainger, Département de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, Australie



Phase
préliminaire de
planification

Partage de
documents

Test de
communication
préalable à l'audit

Audit/inspection
à distance

Phase de clôture /
rapport final
d'audit

LES AUDITS ET INSPECTIONS À DISTANCE DANS LA PRATIQUE

Réussite de l'audit à distance: ouverture des exportations de produits de la pêche vers la Chine

Au Cambodge, le secteur de l'aquaculture a enregistré une croissance rapide au cours de la décennie écoulée, les autorités ayant amélioré le contrôle de la sécurité sanitaire des poissons et des produits de la pêche. Pour obtenir l'accès au marché de la Chine, le Cambodge a présenté une demande d'exportation à l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC). La GACC a effectué un audit à distance de huit jours en janvier 2022 via Zoom, et évalué ainsi des exploitations aquacoles, des établissements de transformation, des laboratoires et un port maritime. Les documents ont été communiqués par courrier électronique et WeChat.

Le rapport d'audit a proposé des améliorations du système de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Cambodge et exigé des mesures correctives pour certaines installations. Après que le Cambodge a mis en œuvre les modifications et fait un rapport, la GACC a approuvé ses exportations en mars 2022. Ce tournant important met en lumière le potentiel des audits à distance pour simplifier le commerce international tout en renforçant le respect des règles.

“ La normalisation des pratiques d'audit à distance peut réduire les obstacles au commerce et favoriser une confiance accrue entre les partenaires commerciaux internationaux. Promouvoir des pratiques harmonisées peut contribuer à une croissance et un développement économiques durables, ce qui est bénéfique pour les producteurs, les exportateurs et les consommateurs.

Chamnan Chhoun, Département des pêches, des techniques de traitement postrécolte et de contrôle de la qualité, Cambodge



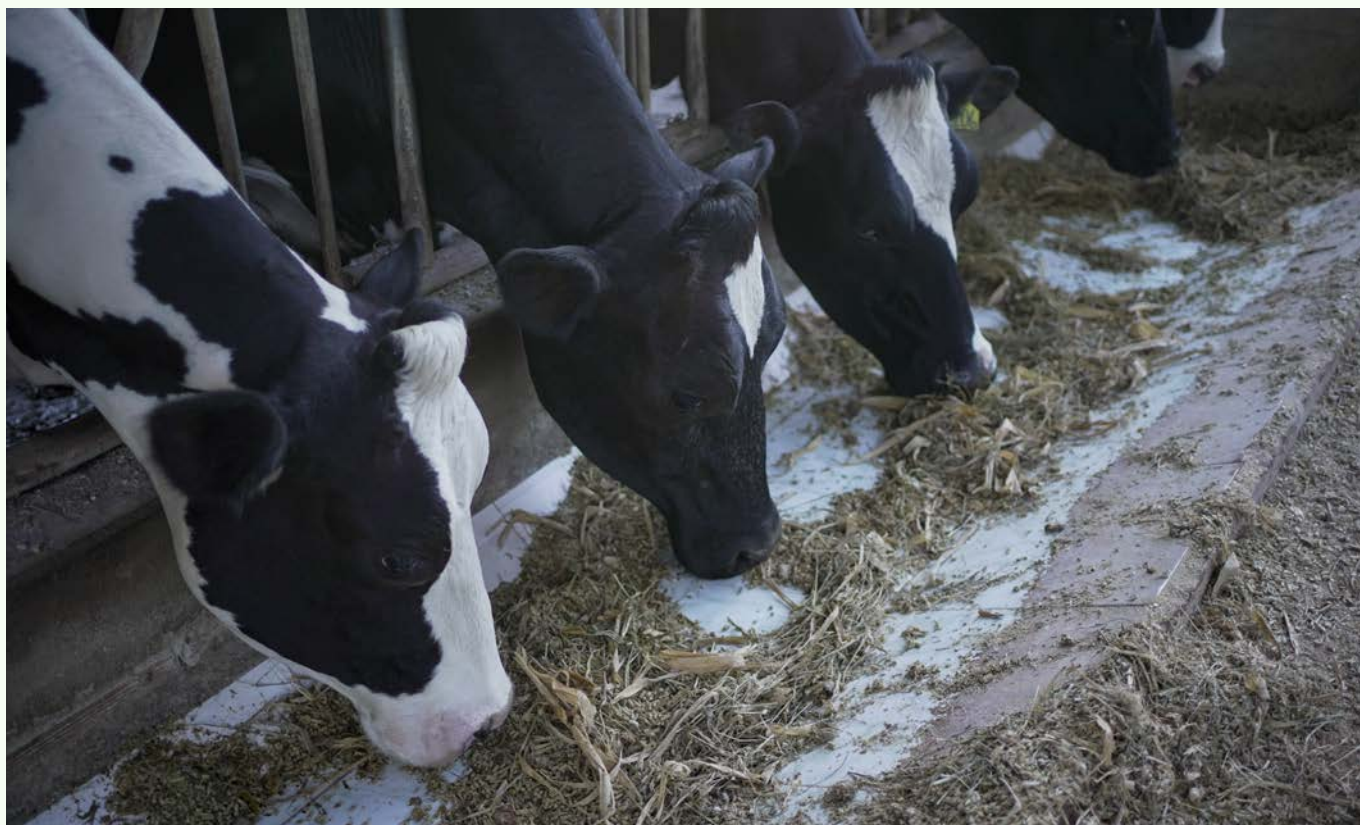
SIMPLIFIER LES EXPORTATIONS: LE PARCOURS DU BRÉSIL EN MATIÈRE D'AUDIT À DISTANCE

Le Brésil mène et fait l'objet d'audits à distance depuis 2019, et il a ainsi affiné ses processus pendant la pandémie de COVID-19. Des audits à distance ont été menés pour des produits comme la viande de bœuf et de porc, la volaille et le poisson, assurant ainsi le respect des certifications pour l'exportation et l'importation. Au moyen d'outils de vidéoconférence, l'industrie alimentaire fournit le matériel informatique, présente les installations et décrit les procédures en place, tandis que le gouvernement vérifie les procédures officielles.

Le processus reflète les audits sur place, avec une participation plus large de spécialistes, ce qui permet d'améliorer les compétences et d'harmoniser les pratiques. L'enregistrement des audits aux fins d'un examen confidentiel a amélioré les formations et affiné les méthodes, illustrant le rôle de premier plan joué par le Brésil dans l'exploitation des audits à distance pour assurer une surveillance efficace.

“ Nous avons profité de l'occasion pour développer de nouvelles compétences dans le domaine de l'audit à distance pendant la pandémie de COVID-19 et tiré parti de la situation à notre avantage.

Cláudia Zucherato, Ministère de l'agriculture, Brésil



SURVEILLANCE À DISTANCE: ASSURER LA SÛRETÈ DES EXPORTATIONS DE MANGUES DE L'AUSTRALIE

L'Australie exporte des mangues vers plus de 25 pays et certains marchés asiatiques exigent un traitement thermique par vapeur pour éliminer les infestations par la mouche des fruits. Le traitement thermique par vapeur est un processus rigoureusement surveillé de chauffage à la vapeur d'eau pour respecter les normes phytosanitaires.

Pendant la pandémie de COVID-19, alors que les voyages internationaux étaient restreints, la surveillance du traitement thermique par vapeur, normalement effectuée sur place par des autorités étrangères, a été déléguée à des agents australiens agréés. Ces agents ont assuré la conformité en surveillant les conditions de traitement et en fournissant les données à l'appui de l'évaluation à distance. Ce processus reposait sur une vérification par ordinateur plutôt que sur des inspections virtuelles en direct, mais il a démontré que les audits à distance pouvaient maintenir les flux commerciaux, ainsi que des normes de sécurité rigoureuses dans des circonstances difficiles.

“ Notre façon de mener des audits à distance s'améliore et devient plus efficace. Auparavant, ils nécessitaient presque deux fois plus de temps que les audits sur place, mais nous avons presque rattrapé ce retard.

Glen Edmunds, Département de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, Australie



ÉQUILIBRER LES AVANTAGES ET LES DIFFICULTÉS

Les audits et inspections à distance sont apparus comme un outil novateur pour assurer le respect des règles et faciliter les échanges dans un monde de plus en plus interconnecté. Leur adoption présente un ensemble d'avantages, en particulier en réduisant les coûts et en permettant les audits dans des lieux éloignés ou soumis à des restrictions. Cependant, leur efficacité peut être entravée par des difficultés techniques et procédurales. Les principaux avantages et obstacles associés aux audits et inspections à distance sont décrits plus loin.

AVANTAGES

1. Réduction des frais de voyage et d'hébergement liés aux visites sur place, ce qui réduit l'empreinte carbone des audits et des inspections.
2. Permet de préserver un commerce sûr en cas de restrictions visant les voyages, comme pendant les pandémies ou les épizooties.
3. Les documents peuvent être examinés plus en détail à distance car les auditeurs ont plus de temps pour approfondir l'examen des dossiers sans les contraintes de temps liées aux visites sur place.
4. Particulièrement utile pour les lieux éloignés géographiquement (par exemple les territoires ruraux où les vergers et les exploitations sont loin des centres urbains).
5. Participation plus large des équipes aux audits à distance, ce qui peut élargir les possibilités d'apprentissage.
6. Peut permettre aux autorités compétentes de réaffecter les ressources et de se concentrer sur la réalisation d'autres priorités essentielles grâce aux économies réalisées.

“ Les audits à distance ont un rôle à jouer pour démontrer le respect des normes d'assurance. Ils se sont révélés efficaces et ont relevé des cas importants de non-conformité.

Répondant anonyme au sondage²



DIFFICULTÉS

1. La connectivité Internet est la difficulté la plus répandue, principalement en raison des caractéristiques et de l'emplacement des locaux faisant l'objet des audits.

2. Les signes ou indications révélant des cas de non-conformité peuvent ne pas être remarqués lors d'un audit à distance, en l'absence d'une évaluation organoleptique complète (c'est-à-dire goût, aspect visuel, odeur et toucher). Des indices informels ou non verbaux, comme le langage corporel, peuvent être difficiles, voire impossibles, à percevoir, ce qui peut limiter la capacité à identifier les problèmes.

3. Le recours aux services d'interprétation peut poser problème lorsque la qualité sonore de la vidéoconférence est médiocre.

4. Fatigue des inspecteurs/auditeurs suite au temps passé sur l'écran dans un environnement virtuel. Le trop grand nombre de documents partagés peut aussi causer une surabondance d'information.

5. Le décalage horaire peut rendre difficile l'organisation d'audits à distance.

6. Possibilités réduites d'établir des relations constructives entre les autorités nationales compétentes ou entre les auditeurs et les entités auditées.

7. Préoccupations concernant la sécurité des données liées au partage de documents (par courrier électronique, partage d'écran ou téléchargement sur les serveurs). Les entités auditées peuvent être réticentes à partager des documents sensibles à distance.

“ Il y a des avantages et des inconvénients qui doivent être évalués en fonction du risque, du niveau de protection et de l'étape du processus. Les audits à distance sont un outil utile, mais pas un véritable substitut.

Répondant anonyme au sondage³



INTENSIFIER LE RECOURS AUX PRATIQUES À DISTANCE POUR FAVORISER UN COMMERCE SÛR: ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

ENSEIGNEMENTS

1. Les pratiques à distance peuvent être favorisées pour mener des audits de surveillance d'établissements qui ont des antécédents de conformité plutôt que pour procéder à des audits de certification initiaux.
2. L'adoption d'une approche hybride (sur place et à distance) peut être favorisée pour une vérification plus approfondie de la conformité, en particulier pour les installations à haut risque.
3. Avec l'amélioration de technologies comme l'Internet des objets (IDO), la réalité augmentée, la technologie portable, etc., les audits et les inspections à distance peuvent être plus faciles à mener.
4. Des coûts peuvent résulter de la connectivité Internet et du matériel audiovisuel, même si, dans certains cas, un smartphone peut suffire.
5. Les autorités devraient déterminer quand les audits à distance sont plus appropriés; par exemple, ils peuvent être mieux adaptés pour les laboratoires que pour les abattoirs en raison du bruit de fond plus important de ces derniers.
6. S'il peut sembler que les audits à distance nécessitent moins de temps pour l'organisation car il est facile de programmer des réunions virtuelles, ils peuvent exiger davantage d'efforts en termes de planification et de coordination que les visites traditionnelles sur place.

“ *L'avenir de l'audit de la sécurité sanitaire des produits alimentaires est incertain et nécessite des changements importants pour s'aligner sur les attentes et les technologies en constante évolution.* ”

[The Future of Food Safety Audits Think Tank White Paper⁴](#)



RECOMMANDATIONS

Recommandations pour les OIN

1. Élaborer et adopter des directives sur les pratiques d'inspection/d'audit à distance pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux.
2. Établir des lignes directrices pratiques pour déterminer quand et comment les audits/inspections à distance devraient être effectués, en abordant la préparation et l'exécution pour les auditeurs et pour les entités auditées.
3. Élaborer des normes concernant le type et la quantité de documents à partager pendant la phase préalable à l'audit afin d'harmoniser les pratiques et d'éviter la surabondance d'information.

Recommandations pour les organismes de réglementation

1. Veiller à ce que les audits à distance ne constituent pas une surcharge pour l'industrie ni un désavantage pour les pays en développement dont l'infrastructure des TIC est limitée.
2. Promouvoir les investissements dans les essais pilotes, les formations et le renforcement des capacités pour améliorer les pratiques d'audit et d'inspection à distance.
3. Définir des procédures claires pour le stockage et l'utilisation des données recueillies pendant les audits à distance, y compris des directives pour leur suppression après achèvement du rapport.
4. Procéder, en collaboration avec l'industrie, à des évaluations de l'efficacité des audits à distance réalisés ces dernières années.

COMPRENDRE LA TERMINOLOGIE

DÉFINITIONS DE L'ISO:

Selon l'ISO, un **audit** est un processus méthodique, indépendant et documenté, permettant d'obtenir des preuves objectives et de les évaluer de manière objective pour déterminer dans quelle mesure les critères d'audit sont satisfaits.⁵ Le **contrôle**, par contre, est une détermination de la conformité à des exigences spécifiées.⁶

- **Les audits internes**, parfois appelés audits de première partie, sont réalisés par, ou pour le compte de l'organisme lui-même.
- **Les audits externes** comprennent les audits appelés généralement audits de seconde et de tierce partie.
- **Les audits de seconde partie** sont réalisés par des parties ayant un intérêt à l'égard de l'organisme, comme les clients, ou d'autres personnes agissant en leur nom.
- **Les audits de tierce partie** sont réalisés par des organismes d'audit indépendants tels que ceux qui octroient l'enregistrement ou la certification de conformité ou des organismes publics.





DÉFINITIONS DES TROIS ORGANISATIONS SOEURS:

Codex:

Audit: Examen méthodique et indépendant sur le plan fonctionnel en vue de déterminer si les activités et les résultats obtenus satisfont aux objectifs préétablis.⁷

Inspection: Examen des aliments ou des systèmes de contrôle portant sur les aliments, les matières premières, la transformation et la distribution – y compris essais en cours de fabrication et sur les produits finis – de façon à vérifier qu'ils sont conformes aux exigences spécifiées.⁸

CIPV:

Un audit mené dans le contexte phytosanitaire consiste à passer en revue de manière documentée et systématique un système phytosanitaire ou une procédure phytosanitaire afin d'en évaluer le degré d'efficacité, de faire en sorte qu'ils soient conformes aux exigences fixées par l'ONPV auditrice (c'est-à-dire l'ONPV responsable de l'audit) et d'évaluer si ce système ou cette procédure permettent d'atteindre les objectifs phytosanitaires visés.⁹

Une inspection est un examen visuel officiel de végétaux, de produits végétaux ou d'autres articles réglementés visant à déterminer si des organismes nuisibles sont présents ou à vérifier le respect d'exigences phytosanitaires.¹⁰

OMSA:

Le Code sanitaire pour les *animaux terrestres* et le *Code sanitaire pour les animaux aquatiques* ne contiennent pas de définition de l'audit, mais plusieurs chapitres expliquent en quoi consiste un audit, par exemple en ce qui concerne les systèmes de surveillance, les campagnes de vaccination et le rôle des services vétérinaires dans les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Par exemple, le chapitre 1.4 du *Code sanitaire pour les animaux terrestres* dispose que les systèmes de surveillance de santé animale doivent faire l'objet d'audits périodiques pour vérifier que toutes leurs composantes fonctionnent et garantissent la consignation écrite des procédures et des contrôles de base afin de déceler tout écart par rapport aux procédures prévues au protocole et de mettre en œuvre les mesures de correction adaptées.¹¹

Dans le même ordre d'idées, les Codes de l'OMSA ne définissent pas le terme "inspection", alors qu'il est souvent utilisé. Par exemple, dans le glossaire, un vétérinaire officiel est défini comme un vétérinaire habilité par l'Autorité vétérinaire de son pays à effectuer certaines tâches officielles qui lui sont confiées en rapport avec la santé animale ou la santé publique et l'inspection des marchandises. Le chapitre 3.4 indique que la législation vétérinaire devrait prévoir un cadre pour traiter l'organisation et la conduite des inspections.

NOTES DE FIN

- 1 Enquête de l'ONUDI et du STDF de 2022 intitulée "Experiences and lessons on the use of remote practices in food safety" (Expériences et enseignements tirés de la mise en œuvre de pratiques à distance dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires).
- 2 Enquête de l'ONUDI et du STDF de 2022 intitulée "Experiences and lessons on the use of remote practices in food safety" (Expériences et enseignements tirés de la mise en œuvre de pratiques à distance dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires).
- 3 Enquête de l'ONUDI et du STDF de 2022 intitulée "Experiences and lessons on the use of remote practices in food safety" (Expériences et enseignements tirés de la mise en œuvre de pratiques à distance dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires).
- 4 The Future of Food Safety Audits Think Tank White Paper (Livre blanc du groupe de réflexion sur l'avenir des audits de la sécurité sanitaire des produits alimentaires).
- 5 Systèmes de management de la qualité – Principes essentiels et vocabulaire – ISO 9000:2015(fr).
- 6 Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management (ISO 19011:2018(fr)).
- 7 Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CAC/GL 20–1995).
- 8 Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CAC/GL 20–1995).
- 9 NIMP 47 – Audit dans le contexte phytosanitaire (adopté en 2022).
- 10 Glossaire des termes phytosanitaires (tel qu'adopté par la CPM–18, 2024).
- 11 Assurance qualité des systèmes de surveillance (*Chapitre 1.4 Code sanitaire pour les animaux terrestres*). Une référence quasiment identique figure dans les éléments essentiels de la surveillance (*chapitre 1.4 du Code sanitaire pour les animaux aquatiques*), le mot "prévues" étant remplacé par "décrites".

Le STDF est un partenariat mondial destiné à faciliter un commerce sûr. Il a été créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le STDF renforce les capacités sanitaires et phytosanitaires des parties prenantes des secteurs public et privé dans les pays en développement, favorisant un commerce sûr et inclusif qui contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la résilience face aux changements climatiques, à l'appui des objectifs mondiaux des Nations Unies.

Avec les remerciements aux donateurs du STDF



Ministry for Foreign
Affairs of Finland



Federal Ministry
of Food
and Agriculture



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



Irish Aid
Rialtas na hÉireann
Government of Ireland



Kingdom of the Netherlands



Norad



**U.S. FOOD & DRUG
ADMINISTRATION**

Crédits photos:

- © STDF/José Carlos Alexandre p. 5 & 6
- © UNIDO - CAPFISH Capture p. 4 & 11
- © Shutterstock p. 1

Octobre 2025

Plus d'informations:



FONDS POUR L'APPLICATION des NORMES
et le DÉVELOPPEMENT du COMMERCE

